**Arrêté d'enlèvement d'office de déchets**

* + - * **Déchets, environnement**

Département

Commune de

Le Maire de,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2;

Vus les articles L 541-2 et L 541-3 du code de l’environnement relatifs aux obligations des personnes détenant des déchets et aux pouvoirs de l’autorité de police municipale à cet égard;

Vu le rapport en date du .... constatant l’accumulation de déchets (les qualifier si possible) dans le pavillon occupé par M. *(ou dans telles parties d’un immeuble …)* sis ... et le risque pour la santé qui en résulte;

Vu la mise en demeure adressée à M. ... pour lui ordonner de procéder à l’élimination desdits déchets et au nettoyage de son habitation;

Vu le rapport dressé le ... par ...., agent municipal, qui constate le non respect de ladite mise en demeure et la persistance, en conséquence, de l’état nuisible pour la santé du logement de ... *(ou de telles parties de l’immeuble)* ainsi que l’aggravation des nuisances qui en résultent.

Considérant que M ... refuse d’exécuter toute mesure d’évacuation, nettoyage et désinsectisation de son habitation;

Considérant le risque d’atteinte grave à la santé des occupants et des riverains que constitue l’accumulation des déchets détenus par M ... *(ou présents dans telles parties de l’immeuble)* ;

Considérant l’ensemble des nuisances et des effets nocifs pour l’environnement provoqués par lesdits déchets ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1**

Il sera procédé d’office, le .... à .... (*préciser la date et l’heure*), aux mesures suivantes: déblaiement des déchets, nettoyage, désinfection, désinsectisation du pavillon situé ... .

**ARTICLE 2**

M ... ou tout mandataire de son choix devra être présent et permettre l’accès aux locaux concernés par les personnes chargées des mesures visées à l’article 1.

**ARTICLE 3**

Les frais avancés par la commune au titre des mesures faisant l’objet du présent arrêté seront recouvrés contre M ... .

**ARTICLE 4**

La présente décision peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès de M le Maire de .... ainsi que d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de *(préciser le lieu)* dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. Il est rappelé que l’absence de réponse dans le délai de deux mois au recours administratif vaut rejet implicite, lequel peut lui-même être contesté dans le délai de deux mois devant le tribunal administratif.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera transmis au représentant de l’Etat dans le département et affiché en mairie ainsi que sur la façade de l’immeuble visé. Il sera notifié à M....

Fait à.... , le